

Pour sortir de la crise : combattre l'austérité !

Le gouvernement nous emmène dans le mur

François Hollande avait promis de renégocier le traité budgétaire européen Sarkozy-Merkel. Mais finalement le PS et l'UMP l'ont voté ensemble sans qu'une ligne en ait été changée. Ce traité impose l'austérité et place le budget de la France sous le contrôle de la Commission Européenne. Le projet de budget de l'Etat pour 2013 est déjà un plan d'austérité de plus de 30 milliards d'euros ! C'est engager la France dans l'engrenage désastreux qui est en train de ruiner la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie...

Le MEDEF se frotte les mains

Ce traité, Laurence Parisot, présidente du MEDEF, appelait à le «signer des deux mains». Pour le grand patronat, la crise est un prétexte pour exiger toujours plus de reculs sociaux. Il multiplie les fermetures et plans de licenciement qui frappent de plus en plus souvent des sites performants et rentables.

L'austérité, c'est le chômage

La politique d'austérité aggrave la crise. C'est moins d'investissements publics et de consommation populaire. Donc moins d'activité pour les entreprises, donc plus de chômage !

Le gouvernement Ayrault a conservé le même objectif que Sarkozy. Il veut réduire le déficit public à 3% de la richesse du pays en 2013. Le FMI a chiffré que cette politique fera 300 000 chômeurs de plus l'an prochain ! En plus, le gouvernement ne fait rien pour empêcher les plans sociaux comme chez PSA, Arcelor-Mittal ou Sanofi.

L'austérité, c'est inefficace contre les déficits et la dette

En Grèce, en Espagne et au Portugal, après plusieurs plans d'austérité, les déficits et la dette publics sont plus importants qu'avant.

C'est normal. L'austérité réduit l'activité économique. Il y a donc moins de rentrées fiscales dans les caisses de l'Etat. Et comme il y a plus de chômeurs à indemniser, le déficit augmente. C'est une spirale infernale.

Cette politique ne profite qu'aux banques et aux riches à qui on paye les intérêts de la dette et au patronat qui peut pressurer encore plus les salariés.

L'austérité, c'est anti-écologique

Pour réussir la transition écologique, il faut beaucoup d'investissements publics : plan d'isolation des logements, développement des transports en commun, nouvelles sources d'énergie...

Ces investissements sont impossibles si on doit réduire les dépenses de l'Etat. Ainsi le budget 2013 prévoit une baisse de 5% du budget de l'écologie !

L'austérité, c'est anti-démocratique

Le traité européen prive le peuple de sa souveraineté sur le budget de la France. Il renforce le contrôle de la Commission européenne qui n'est élue par personne. Il prévoit que la France puisse être sanctionnée si elle a un déficit important. François Hollande a imposé le texte signé par Sarkozy avec l'aide de la droite, sans consulter le peuple alors qu'il aurait pu convoquer un référendum.

L'austérité c'est quoi ? L'austérité est un ensemble de politiques économiques et sociales qui organisent :

- la baisse des dépenses de l'Etat, la fermeture de services publics (hôpitaux, écoles etc.)
- la baisse des prestations de sécurité sociale : retraite, chômage, maladie
- la précarisation des travailleurs : licenciements plus faciles («flexibilité»), gel des salaires...

LE FRONT DE GAUCHE : UNE ALTERNATIVE À GAUCHE !

AU CÔTÉ DES SYNDICATS

Le Front de Gauche soutient les initiatives des syndicats pour l'emploi et contre l'austérité. Il appelle à participer aux actions qu'ils décident et soutient la journée de mobilisation contre l'austérité qui se tiendra le 14 novembre dans toute l'Europe à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. Il exige l'amnistie des syndicalistes criminalisés sous la présidence Sarkozy.

Contre l'austérité, le Front de Gauche propose de relancer l'activité par :

- Le partage des richesses : hausse des pensions et des salaires en commençant par le SMIC à 1 700 euros, réforme fiscale pour faire payer les plus riches et les grandes entreprises, développement des services publics avec les embauches correspondantes
- La planification écologique : relocalisation des productions, réindustrialisation, grands travaux dans l'isolation des bâtiments, les transports collectifs etc.

Contre la dictature des banques, le Front de Gauche propose de reprendre le pouvoir sur la finance :

- Audit de la dette permettant de remettre en cause le tribut injuste et improductif prélevé par les banques
- Abolition du privilège des banques privées qui sont aujourd'hui seules autorisées à emprunter à la Banque Centrale Européenne de l'argent à 1% qu'elles prêtent ensuite aux Etats à des taux qui montent à 20% !

Contre le chômage, le Front de gauche propose de protéger et développer l'emploi :

- Interdiction des licenciements boursiers, droit de reprise des entreprises par les salariés en cas de fermeture
- Visa écologique et social sur les échanges commerciaux à l'échelle de l'Union Européenne pour lutter contre le dumping social et écologique
- Soutien financier à l'investissement et à l'industrie par un pôle public bancaire doté de vrais moyens
- Limitation drastique des emplois précaires, interdiction du temps partiel imposé, vraie réduction du temps de travail

Contre la remise en cause de la souveraineté populaire, le Front de Gauche propose la 6^e République :

- Convocation d'une Assemblée constituante et réforme des institutions
- Droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises

Ces propositions du Front de Gauche peuvent rassembler tous ceux à gauche qui refusent la soumission à la finance. Les banques et le MEDEF sont à l'offensive pour obtenir toujours plus. La mobilisation du peuple est donc décisive ! C'est la seule voie pour sortir de la crise.

